

QUATRIÈME JOUR DU PROCÈS DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE 3 200 MILLIARDS DE LA BNA

# Le match, les banquiers et la fougue de l'ex-secrétaire

*De l'extérieur du tribunal, des tonnerres de youyous annoncent la victoire de l'équipe d'Algérie sur l'équipe zambienne. Le président du tribunal criminel marque un temps d'arrêt. Les regards se croisent. La joie se lit sur tous les visages, les prévenus y compris. On évite de l'exprimer en pleine audience. En ce quatrième jour du procès de l'affaire du détournement de 3 200 milliards de centimes de la BNA, l'ambiance est particulière. Outre la joie footballistique, les cadres de la BNA poursuivis dans cette affaire ont réussi à tirer leur épingle du jeu. Leur audition a recentré les débats quant à l'implication de certains hauts fonctionnaires de cette banque.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)**

- Achour Abderrahmane a-t-il réellement bénéficié de la complicité des cadres supérieurs de la BNA ? Si ce n'était pas le cas, quelle est véritablement la stratégie mise en place par le milliardaire de Koléa ? Hier, au quatrième jour du procès, l'audition de Amari Mohamed et Dahmani Ahmed respectivement ex-directeur d'exploitation régional et ex-directeur régional de la succursale de Koléa, rien n'indiquait que le «hold-up» a eu lieu de connivence avec de hauts cadres de la banque. Le président du tribunal criminel a eu beau essayer d'arracher des aveux aux deux responsables de la BNA, en vain. «Ma responsabilité est à la fois limitée et définie par la réglementation bancaire. C'est du fait qu'on a cité mon nom que je me retrouve depuis quatre années en prison», a souli-

gné Amari. «C'est tout simplement, parce que tu n'a pas veillé à l'application de la réglementation que tu te retrouves ici», rétorquera le président du tribunal.

En parfait bilingue, âgé de 56 ans, il a plaidé haut et fort son innocence. A l'adresse du tribunal criminel, il n'a cessé de la clamer. «M. le président, je n'ai fait qu'appliquer la réglementation. Je n'ai rien à voir avec ce qu'on m'a reproché dans l'arrêt de renvoi», dira-t-il. Mais M. Belkharchi, le président du tribunal criminel, ne semble point convaincu de l'argumentaire avancé par l'inculpé. Il tente de démontrer à l'assistance que les deux cadres de la BNA sont complices et que le chef d'inculpation «d'appartenance à association de malfaiteurs» est soutenu par des faits concrets.

**Autorisation pour suivre le match**

C'est dans cette optique que le juge demande à l'ex-directeur d'exploitation «s'il connaît et entretenait des relations avec Achour Abderrahmane et Aïnouche». «Non, M. le président, je n'ai aucune relation ni de contact avec ces deux personnes.» Le représentant du ministère public a tenté lui aussi de démontrer la relation entre les différentes parties de cette affaire. Les réponses de Amari étaient les mêmes.

Même attitude de Dahmani Ahmed. Cet ex-directeur d'exploitation régionale dont le siège se trouve au boulevard Zighout-Youcef à Alger a nié lui aussi le chef d'inculpation «d'appartenance à association de malfaiteurs».

Aux questions posées par le président du tribunal quant à son implication dans cette affaire, M. Dahmani niera tout «globalement et dans le détail». «Je n'ai rien à voir M. le président», dira-t-il sur un ton ferme. Comme son prédécesseur, l'ex-directeur régional lancera à l'adresse du tribunal criminel que les «responsabilités doivent être définies et situées dans cette affaire».

Il est 12h35. Les auditions des prévenus se poursuivent. Cependant, tout le monde consulte sa montre. En cati-

mini, on se pose cette question : le président va-t-il lever la séance avant le début du match de football Algérie-Zambie ? La salle commence à se vider. 12h45, M. Belkharchi consulte ses assesseurs et décide de lever la séance. Rendez-vous est fixé à 14 heures pour la reprise du procès. Indirectement, M. Belkharchi autorise le suivi du match de football. Lors de la séance de la matinée, le tribunal criminel a entendu Settout Djamilia l'épouse de Achour Abderrahmane. D'emblée, cette dernière portera à la connaissance du tribunal criminel «qu'elle n'a rien à voir dans cette affaire».

**«Je suis universitaire, pas femme de ménage»**

Mère de deux garçons, Settout Djamilia, selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, est actionnaire dans la société de transport gérée par son époux Achour Abderrahmane. «Je suis analphabète, M. le président. J'avais un problème de visa pour me déplacer à l'étranger, notamment au Maroc où était établi mon mari.

Pour cela, on a inclu mon nom dans la société dans le but de disposer du visa et d'accompagner mes enfants dont la scolarité était assurée

au Maroc. Je n'ai pas profité de cette société ou participé à la dilapidation ou quoi que ce soit de ce genre», indiquera-t-elle. Le magistrat multipliera ses tentatives pour arracher des aveux à Settout. «Je n'ai rien à voir avec cette affaire», ne cessera-t-elle de répéter. Le président l'invite à rejoindre sa place. Elle profitera de cet instant pour jeter un regard furtif à son époux Achour Abderrahmane.

L'audition de Mirarbi Hassiba, l'ex-secrétaire de Aïnouche a été un autre moment fort de ce quatrième jour de procès. Agée de 27 ans, elle lancera à l'adresse du président du tribunal qu'elle attendait avec «impatience» ce jour «pour dire la vérité».

«J'ai passé trois années en prison pour des griefs que je n'ai pas commis. Je profite de cette occasion, en présence des membres du jury, de l'assistance et des membres de ma famille pour rétablir certaines vérités. Je ne suis pas une femme de ménage. Je suis diplômée de l'université de Bab Ezzouar.

Ce qu'a dit M. Mouaïssi n'engage que sa personne. J'ai été recrutée comme secrétaire de M. Aïnouche et il m'arrive de temps à autre de faire des tâches ménagères lorsque la personne

chargée de cette tâche est absente. Je ne suis pas femme de ménage», dira-t-elle sur un ton empreint d'émotion. L'assistance suivra avec une attention particulière le témoignage de Hassiba. Cette dernière, déterminée à plaider son innocence, ajoutera : «C'est vrai que je suis partie à l'agence de Bouzaréah, mais une seule fois.

C'était le jour où je devais remettre des cadeaux de fin d'année et récupérer un chèque en mon nom suite à un travail que j'ai fait pour le compte de M. Achour dans le domaine de la sérigraphie et l'infographie. Que celui qui dit que je suis partie à cette agence pour récupérer de l'argent dans des sacs ou encaisser des chèques, m'en donne la preuve. Je suis prête à payer».

Le président du tribunal demandera à Akila, l'ex-directrice régionale de l'agence de Bouzaréah, si Hassiba «a encaissé des chèques en son nom, émis par Achour ?». Cette dernière répondra par la négative. Belkharchi tentera de poser des questions pièges en recherchant la contradiction. Une stratégie qu'il a mise en place depuis le début du procès.

**A. B.**

## TRANSACTION ILLICITE DE THON ROUGE VIVANT

# Poursuite de l'enquête à Annaba

*L'enquête menée par les gardes-côtes algériens de Annaba sur l'arraisonnement de quatre bateaux de pêche (trois turcs et un algérien), pour pêche illégale de thon, se poursuit toujours.*

Cette affaire a éclaté suite à une transaction illicite entre le thonier algérien *Djazaïr*, immatriculé à Bouharoun (Tipasa) et trois bateaux turcs — 1 navire de ravitaillement Aquadem 2 et 2 remorqueurs Certer Ahmet 1 et Abdi Baba 3.

Ce dernier traînait au moment de son arraisonnement une cage flottante de 50 m de profondeur et 40 m de long, à l'intérieur de laquelle se trouvaient 210 tonnes de thon rouge vivant, preuve du délit. Le transbordement du produit de la transaction illicite s'est déroulé il y a plus de dix jours dans les eaux territoriales algériennes. Le thonier algérien,

qui a été arraisonné par les gardes-côtes de Tipasa, après avoir quitté l'endroit du délit, avait obtenu une licence du ministère de la Pêche dans le cadre du quota de 1 117 tonnes accordées par l'ICAT (Commission internationale de conservation des thonidés) à l'Algérie et réparti pour 60 % pour les thoniers algériens, au nombre de 17, et le reste, soit 40 %, relève d'une concession accordée aux bateaux japonais, dont c'est la dernière saison.

Selon le directeur de la pêche de Annaba, M. Ammi Amara, qui tenait un point de presse à la direction générale de l'entreprise du port autonome de Annaba, l'affai-

re est en justice et sa direction s'est constituée partie civile. Une fois l'enquête bouclée, les 210 tonnes de thon vivant, qui ne seront pas comptabilisées dans le quota algérien, seront relâchées en mer, précise la même source, qui relève, toutefois, que cette opération n'interviendra qu'après l'avis des spécialistes (gardes-côtes, vétérinaires, représentants du ministère de la Pêche, entre autres). Ils décideront de l'endroit où doit être relâché cette grosse quantité de poisson. La profondeur de la zone doit être au moins équivalente à deux fois celle de la cage flottante, fera remarquer M. Ammi. Actuellement, le navire de ravitaillement est arraisonné à quai au port de Annaba, alors que les deux remorqueurs, dont l'un traînant la cage de thon vivant,

sont à quelques milles au large de Annaba. L'enquête en cours déterminera les poursuites à entreprendre contre ces écumeurs de mer et le trafiquant algérien. L'ambassadeur de Turquie en Algérie s'est rendu, jeudi, à Annaba pour prendre contact avec ses concitoyens. Cette transaction illégale était destinée aux marchés asiatiques, principalement celui japonais, où le thon rouge est très prisé et son prix est multiplié par cinq au moins, comparativement à ceux pratiqués ailleurs, nous font savoir des gens de la mer à Annaba. Cette affaire confirme, sans doute, les appréhensions des armateurs algériens quant à l'existence de ce genre de trafic et à la nécessité de le combattre pour assainir le milieu.

**A. Bouacha**

## AÏN-DEFLA

# 18 personnes hospitalisées pour intoxication à El-Hoceïnia

*La célébration d'une fête de mariage dans la ville d'El-Hoceïnia, à 20 km à l'ouest de Boumedfaâ, chef-lieu de daïra, a failli tourner au drame.*

Au milieu de l'après-midi de vendredi, des personnes ayant pris part à la cérémonie, et notamment au repas de noces, ont commencé à présenter des troubles digestifs. Devant la multiplicité des cas, il a été fait appel aux autorités locales et la Protection civile dont les éléments sont intervenus avec

célérité : 18 personnes, 7 femmes, 10 fillettes et un homme ont dû être évacués à bord des ambulances vers la polyclinique de la ville de Boumedfaâ, où ils ont été pris en charge et gardés sous observation.

De source sanitaire, on indique que les 18 personnes sont rentrées chez

elles avec recommandation de poursuivre leur traitement. C'est le couscous, mal préparé ou mal conservé, la chaleur aidant, qui serait à l'origine de cette intoxication. Les victimes sont âgées de 3 à 51 ans. Avec les grosses chaleurs, le contrôle de la qualité des produits alimentaires doit être renforcé. Plus que jamais, les services concernés, les bureaux d'hygiène communaux et la

DCPQ doivent se mobiliser.

La semaine dernière, dans la commune de Bourached, on a signalé l'intoxication de 9 personnes qui ont consommé de la pâtisserie avariée. A signaler que par des températures dépassant parfois les 40°, sous un soleil de plomb, du poisson est proposé à la vente. On se demande si les services d'hygiène existent.

**Karim O.**

## La population de Taghzout (Bouira) précise

Suite aux incidents qui ont eu lieu dans la nuit de mercredi à jeudi, et rapportés dans notre édition d'hier, les citoyens de Taghzout ont tenu à apporter les précisions suivantes : «Dans la journée de mardi dernier, un enfant âgé de 8 ans, résidant à Taghzout, était allé acheter des gâteaux chez un pâtissier âgé de 54 ans et dont le local est dans la rue Benabdellah à Bouira. Revenu à la maison, les gâteaux achetés étant altérés, le père renvoie son fils pour rendre au vendeur les gâteaux. Sur les lieux, le pâtissier frappa l'enfant après lui avoir dit que lui et ses semblables ne sont pas en mesure de critiquer ses gâteaux. L'enfant sortit en pleurant. Mis au courant de l'affaire par téléphone, le frère de l'enfant, Mehdi, agriculteur de son état, accourut depuis son champ situé à Taghzout. Wantant comprendre pourquoi le pâtissier avait frappé son petit frère, il fut accueilli par les enfants du pâtissier qui l'ont menacé. Les choses allaient prendre une autre proportion entre ces deux familles mais des sages sont intervenus et la famille du pâtissier ayant demandé des excuses, l'affaire était close. Or, le lendemain mercredi, aux environs de 20 heures 30, le jeune Mehdi, qui venait de faire sa prière au niveau de la mosquée Ben Badis, fut intercepté par les enfants du pâtissier au niveau de la place publique. Ces derniers étaient accompagnés d'une vingtaine d'autres jeunes qui ont juré sa mort. Le jeune Mehdi fut alors soigneusement tabassé avant d'être évacué d'urgence à l'hôpital. Entretemps, un neveu de Mehdi, qui n'était pas très loin, accourut mais les enfants du pâtissier l'ont rassuré en le conduisant dans le local de la boulangerie. Là, ils le prirent en otage et le rouèrent de coups. C'est à ce moment-là, une fois au courant de cette séquestration que des dizaines de jeunes de Taghzout accoururent depuis leur commune dans le but de faire libérer leur camarade séquestré.

Et c'est à partir de là que les choses s'envenimèrent sérieusement, conduisant à une vendetta soldée par des blessés. Cependant, grâce à la vigilance des services de sécurité, à leur tête le responsable des Renseignements généraux et le chef de Sûreté de wilaya, dont les éléments sont à féliciter pour leur comportement exemplaire, ainsi que le maire de Taghzout et les sages de cette commune, que nous tenons à féliciter pour leur comportement exemplaire, que les choses se sont calmées tard dans la soirée.

La population de Taghzout tient à préciser que toute autre interprétation de ce fâcheux événement ne serait que pure manipulation qu'elle dénonce avec la plus grande vigueur».